



Mea Culpa sur l'Ukraine

Les puissances qui financent & arment l'Ukraine réitèrent avec le génocide par un Israël suprématiste racial. Ma foi en une décence inhérente à l'establishment politique occidental était bien naïve.

Par [Craig Murray](#)

Mondialisation.ca, 27 février 2024

[Consortium News](#) 24 février 2024

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [UKRAINE](#)

Le génocide de Gaza - ou plus précisément le soutien actif et pratique des principales puissances de l'OTAN au génocide de Gaza - m'a contraint à réévaluer mon point de vue sur l'Ukraine d'une manière plus favorable au récit russe.

En particulier, j'ai été complaisant dans mon attitude dédaigneuse à l'égard de l'argument selon lequel les puissances occidentales soutiendraient le nettoyage ethnique et les massacres dans le Donbass par des forces dont certaines sont motivées par l'idéologie nazie.

Les mêmes puissances qui financent et arment l'Ukraine financent et arment un génocide perpétré par les forces israéliennes suprématistes raciales à Gaza. Il est incontestable que ma croyance en une certaine forme de décence inhérente à l'establishment politique occidental était naïve.

Je m'en excuse.

Ce qui ne signifie pas que j'ai eu tort de qualifier d'illégale l'invasion russe de l'État ukrainien. Je crains que ce ne soit le cas. Voyez-vous, la loi est la loi. Elle n'a qu'un lien ténu avec la morale ou la justice. Une chose peut être justifiée et moralement juste, tout en restant illégale.

La preuve en est que nous disposons d'une structure juridique complète régissant les transactions et conçue pour parvenir à une concentration massive des richesses. En conséquence, on prévoit que le monde comptera ses premiers trillionnaires dans les cinq prochaines années, alors que des millions d'enfants souffrent de la faim.

C'est tout simplement immoral. C'est tout simplement injuste. Mais ce n'est pas seulement légal, c'est l'objectif du système juridique.

Je suis toutefois satisfait que la doctrine du "*droit de protéger*" n'ait pas été inscrite dans le droit international, parce qu'elle est, dans son application générale, néo-impérialiste.

Elle a été développée par le gouvernement Blair, initialement pour justifier les bombardements de l'OTAN sur la Serbie et la réoccupation britannique de la Sierra Leone, et utilisée par Hillary Clinton pour justifier la destruction de la Libye sur la base de mensonges à propos d'un massacre imminent à Benghazi. Nous devons nous méfier de cette doctrine.

(C'est le thème principal de mon livre "*The Catholic Orangemen of Togo*").

Les causes de l'invasion russe de l'Ukraine sont évidentes. La crainte de l'expansionnisme de l'OTAN et le déploiement de moyens militaires agressifs qui encerclent la Russie. Le coup d'État ukrainien de 2014. L'exaspération face à la mauvaise foi de l'Ukraine et au non-respect des accords de Minsk. Le nombre de victimes des bombardements sur les russophones dans le Donbass, qui ne cesse de s'alourdir.

La suppression de la langue russe, de la religion orthodoxe russe et du principal parti politique d'opposition pro-russe en Ukraine sont des faits avérés.

Je l'ai toujours reconnu : jusqu'à ce que je constate l'enthousiasme des leaders des États occidentaux pour le massacre de Gaza, je restais persuadé qu'ils auraient pu être réglés par la diplomatie et la négociation.

Je dois maintenant réévaluer ce point de vue à la lumière de nouvelles informations, et je pense maintenant que l'invasion de Poutine était justifiée.

Ce n'est pas que ces arguments soient nouveaux. C'est simplement qu'auparavant, je ne croyais pas que l'Occident soutiendrait un nettoyage ethnique de masse et une attaque génocidaire dans le Donbass par des forces nationalistes ukrainiennes extrêmes, armées par l'Occident.

Je pensais que l'Occident était plus civilisé que cela. Je dois maintenant admettre que je me suis trompé sur la nature des puissances de l'OTAN.

L'alternative à l'action de Poutine était probablement un massacre et un nettoyage ethnique.

Il est désormais urgent de négocier pour mettre fin à la guerre. Sur ce point, ma position n'a pas changé. La guerre est un désastre pour les peuples d'Europe. Le sabotage par les Américains des gazoducs Nord Stream a dévasté l'économie allemande et entraîné d'énormes flambées des prix de l'énergie pour les consommateurs dans toute l'Europe, y compris au Royaume-Uni.

Poursuivre la guerre alimentera bien sûr la pompe du complexe militaro-industriel. Les dépenses massives en matière de défense sont le moyen le plus efficace de garantir des pots-de-vin à la classe politique qui contrôle les flux de fonds publics, par le biais de formes légales et illégales de rétribution corrompue des politiciens.

Comme l'a dit Julian Assange, l'objectif n'est pas de gagner des guerres : l'objectif est de perpétuer les guerres, pour que les fonds continuent d'affluer.



9 avril 2022 : le président ukrainien Volodymyr Zelenskyy emmène le Premier ministre britannique se promener dans Kiev. (Président de l'Ukraine)

En réalité, plus la guerre durera, moins la Russie se montrera encline à restituer à l'Ukraine les territoires occupés. L'accord torpillé par l'Occident il y a près de deux ans (et en vérité, les États-Unis ont joué un rôle bien plus important que celui de Boris Johnson - j'étais d'ailleurs présent en Turquie) ne cédait que la Crimée à la Russie, avec un accord de Minsk et plus pour le Donbass, qui serait resté ukrainien.

C'est impensable aujourd'hui. La grande question est de savoir quelle sera l'étendue du corridor côtier que la Russie exigera de conserver à l'ouest de la Crimée, et si l'on pourra convaincre Poutine d'accepter un tracé plus en retrait que la ligne de démarcation historique du Dniepr.

Je ne partage pas le triomphalisme russe face au déclin des effectifs de l'Ukraine. Avec les milliards obscènes injectés par l'Occident dans la guerre à distance en Ukraine, ce facteur n'est pas le plus prévisible.

Mais la volonté politique de l'Occident de continuer à injecter ces milliards s'amenuise manifestement à mesure qu'il devient évident qu'aucune offensive ukrainienne ne sera couronnée de succès. En d'autres termes, la Russie survivra à ses adversaires.

“Je dois maintenant réévaluer ce point de vue à la lumière de nouvelles informations, et je pense maintenant que l'invasion de Poutine était justifiée”.

Il a toujours été vrai que plus vite l'Ukraine et l'Occident régleront leurs différends, mieux ils se porteront, et cela se vérifie de jour en jour. Mais prolonger la guerre est une fin en soi pour ceux qui en tirent profit.

Le discours historique de Poutine à Tucker Carlson a ouvert les yeux à quelques Occidentaux sur une autre perspective nationale et a donné lieu à de nombreuses affirmations de la part des médias de l'Ouest [selon lesquelles](#) Poutine avait tort sur le plan des faits. En réalité, la quasi-totalité des faits exposés par M. Poutine étaient exacts. L'interprétation de ces faits, et le positionnement d'autres éléments factuels qui ont été omis ou auxquels on a accordé moins d'importance, relèvent bien entendu du domaine de l'art du récit historique.

Rien ne me fascine plus dans l'histoire que la formation et la dissolution des identités nationales.

Mon propre point de vue sur cette question – et il n'y a pas de sujet sur lequel il soit plus important de comprendre le point de vue du rédacteur – est régi par deux facteurs en particulier.

Premièrement, je suis écossais et je viens de l'un des plus anciens États-nations d'Europe, qui a ensuite perdu son indépendance et lutte pour la retrouver après avoir été submergé par une nouvelle identité nationale "*britannique*".

Deuxièmement, en tant qu'ancien diplomate, j'ai vécu et travaillé dans le domaine de la politique dans un certain nombre de pays ayant des histoires différentes en matière d'identité nationale.

- La Pologne, par exemple, est un État-nation dont l'historien Norman Davies a brillamment déclaré :

"Elle a émergé de temps à autres à travers les brumes de l'histoire, mais jamais deux fois au même endroit".

- Le Ghana, un État doté d'un très fort sentiment d'identité nationale, mais qui était une création coloniale entièrement artificielle.
- Le Nigeria, autre création coloniale entièrement artificielle, qui a dû lutter avec acharnement pour construire une identité nationale face à des différences ethniques et culturelles profondes et souvent violentes, fait également partie de ce groupe.
- Cela inclut l'Ouzbékistan, un pays dont les frontières coloniales sont également totalement artificielles, mais que la "*gauche*" occidentale ne reconnaît pas comme une ex-colonie parce qu'elle refuse d'admettre que l'Union soviétique était le prolongement de l'Empire russe.

J'ai donc vu tout cela, en tant qu'historien de formation et motivé, qui a lu beaucoup d'ouvrages sur l'histoire de l'Europe de l'Est. J'ai également vécu en Russie et, pendant un certain temps, j'ai parlé couramment le russe et le polonais. Je n'écris pas cela pour prétendre que j'ai raison, mais pour que vous sachiez ce qui a formé mon opinion.

Poutine a fait valoir en long et en large qu'il n'y a jamais eu de pays appelé "*Ukraine*". La BBC a procédé à une "*vérification des faits*" et a affirmé qu'il s'agissait d'un "*non-sens*".

Est-ce vraiment un non-sens ?



NEWS

[Home](#) | [Israel-Gaza war](#) | [Cost of Living](#) | [War in Ukraine](#) | [Climate](#) | [UK](#) | [World](#) | [Business](#) | [Politics](#) | [Culture](#)[World](#) | [Africa](#) | [Asia](#) | [Australia](#) | [Europe](#) | [Latin America](#) | [Middle East](#) | [US & Canada](#)

Tucker Carlson interview: Fact-checking Putin's 'nonsense' history

🕒 9 February



Il y a plusieurs remarques à faire à ce sujet. Tout d'abord, la BBC ne s'est pas adressée, comme elle le prétend, à des *"historiens indépendants"*. Elle s'est adressée à des historiens polonais, ukrainiens et arméniens avec leurs intérêts bien distincts.

Ensuite, ces historiens n'ont pas contesté les faits présentés par M. Poutine. En fait, il ne s'agit pas d'une vérification des faits, mais plutôt d'un examen des faits historiques de Poutine. Ce que les historiens ont fait, c'est présenter d'autres faits qui, selon eux, méritaient plus de considération, ou des interprétations différentes des faits mentionnés par M. Poutine.

Mais aucun n'a défendu de manière convaincante l'existence d'un État national ukrainien ou même l'existence sur le long terme d'une identité nationale ukrainienne.

En fait, leurs arguments concordent largement avec ceux de Poutine. La BBC cite le

professeur Ronald Suny :

“M. Suny souligne que les habitants de ces territoires, lorsqu'ils ont été conquis par la Russie, n'étaient ni russes ni ukrainiens, mais ottomans, tatars ou cosaques - des paysans slaves qui avaient fui jusqu'aux frontières.”

Ce qui est tout à fait vrai : la Russie du XVIIIe siècle n'a pas conquis de territoire appelé “Ukraine”. Une grande partie du territoire ukrainien était sous domination musulmane lorsque Catherine de Russie l'a conquis, et aucun de ses habitants ne se disait “ukrainien”.

La BBC cite ensuite cette phrase :

“Anita Prazmowska, professeur émérite à la London School of Economics, affirme que même si la conscience nationale a émergé plus tard chez les Ukrainiens que dans d'autres pays d'Europe centrale, il y a eu des Ukrainiens pendant cette période”.

“Vladimir Poutine recourt à un concept d'État du XXe siècle fondé sur la protection d'une nation définie, comme s'il s'agissait de quelque chose d'ancien. Ce n'est pas le cas.”

Ce qui ne revient pas non plus à accuser Poutine d'énoncer des “non-sens”.

Mme Prazmowska admet que le développement de la conscience nationale ukrainienne s'est fait “plus tard que dans d'autres états d'Europe centrale”, ce qui est tout à fait vrai. Prazmowska elle-même a un point de vue très centro-européen - l'idée de l'État-nation en Angleterre, en Écosse et en France, par exemple, s'est développée bien avant la période dont elle parlait.

Je devrais aborder la faiblesse du récit de Poutine, qui concerne les origines de la Seconde Guerre mondiale. Les nationalistes russes ont beaucoup de mal à intégrer le pacte Staline/Hitler dans le récit de la Grande Guerre patriotique, et bien que Poutine y ait brièvement fait référence, sa tentative de rejeter la responsabilité de la Seconde Guerre mondiale essentiellement sur la Pologne est un coup d'épée dans l'eau.

Mais même dans ce cas, il existe une vérité historique ignorée par le récit occidental standard.

La dictature militaire de Rydz-Smigly en Pologne [11 novembre 1936] après la mort de Pilsudski n'était pas un régime agréable. Poutine avait en fait raison au sujet de Munich : le Royaume-Uni et la France avaient demandé à la Pologne de permettre à l'armée soviétique de traverser le pays pour soutenir la Tchécoslovaquie contre l'Allemagne, et la Pologne avait refusé. (Ridz-Smigly ne faisait pas confiance à Staline, et franchement, je ne lui en veux pas).

Mais il s'agit là d'un exemple d'une partie du récit de Poutine qui va à l'encontre de la tradition occidentale reçue, dont la plupart des personnes bien informées en Occident n'ont pas la moindre idée, et qui est entièrement exacte.

La fusion, à l'époque, du nationalisme ukrainien avec le nazisme et les atrocités commises par les nationalistes ukrainiens pendant la Seconde Guerre mondiale à l'encontre non

seulement des Juifs, mais aussi des Polonais et d'autres minorités, sont elles aussi parfaitement véridiques.

C'est une vérité simple et brutale : il n'y a jamais eu d'État ukrainien avant 1991. Il n'y en a tout simplement pas eu. Les terres qui constituent actuellement l'Ukraine ont été à plusieurs reprises sous la domination des khans musulmans, des Ottomans, des Hetmans cosaques (peut-être ce qui se rapproche le plus des proto-Ukrainiens), de la confédération polono-lituanienne et des tsars russes.

Comme je l'ai déjà indiqué précédemment, la frontière entre l'influence polonaise/lituanienne et l'influence russe s'est établie sur le Dniepr. J'ai également publié cette carte auparavant, montrant la résonance de l'histoire dans le conflit actuel.



Citons également le cas de la reconnaissance de la nationalité ukrainienne par des tiers. J'ai lu, par exemple, les lettres et les mémoires, publiés ou non, de nombreux soldats et fonctionnaires britanniques impliqués dans la rivalité impériale avec la Russie en Asie.

Nombre d'entre eux ont été en contact avec des officiers ou des diplomates russes. Ils reconnaissaient clairement les différentes identités ethniques au sein de l'Empire russe.

Le diplomate russe Jan Witkiewicz a été décrit à plusieurs reprises par des officiers britanniques comme étant "polonais", par exemple. Les termes "cosaque" et "tartare" sont fréquemment utilisés. Je ne me souviens pas qu'une de ces sources britanniques ait jamais utilisé le terme "Ukrainien".

Les officiers britanniques qui ont traversé l'Ukraine, comme Fred Burnaby et Arthur Connolly, ne l'ont pas non plus décrite comme telle dans leurs mémoires. Je ne prétends pas pour autant que si les impérialistes britanniques n'ont rien remarqué, cela signifie que cela n'a pas existé.

Mais si l'Empire rival avait reconnu depuis des siècles l'existence d'une identité nationale ukrainienne, cela aurait une signification indéniable. Or, il ne semble pas que ce soit le cas.

Je serais curieux de savoir où se trouve, selon les nationalistes ukrainiens, leur patrimoine culturel comme preuve d'une identité nationale ancienne.

Quel est l'équivalent ukrainien du discours de John of Gaunt de Shakespeare, de Blind Harry d'Écosse ou même de Pan Tadeusz de Pologne ? (Il s'agit d'une question sincère. Il y a peut-être des domaines de l'identité historique ukrainienne dont je ne suis pas conscient).

Poutine ne s'est pas trompé sur l'histoire (à l'exception de la partie douteuse sur les origines de la Seconde Guerre mondiale). Mais la bonne question est de savoir si tout cela a de l'importance.

“L'alternative à l'action de Poutine était probablement un massacre et un nettoyage ethnique.”

La question n'est pas de savoir si l'analyse historique de Poutine est globalement correcte, mais si cela a de l'importance. Je suis enclin à penser que Poutine a raison de dire qu'il y a peu de preuves que les personnes vivant en Ukraine, il y a des centaines d'années, se soient jamais considérées comme une entité nationale distincte.

Mais comme ils sont tous morts, ils n'ont plus droit à la parole. La seule chose qui compte, c'est l'opinion de ceux qui y vivent aujourd'hui.

Identité nationale



Le Parlement ukrainien en 2013. (Wadco2, CC BY-SA 3.0. Wikimedia Commons)

Il me semble incontestable qu'il existe aujourd'hui une identité nationale ukrainienne. Je connais plusieurs Ukrainiens qui se considèrent joyeusement et patriotiquement ukrainiens, tout comme je connais des Ghanéens patriotes et même des Ouzbeks patriotes. La question de savoir comment cette identité s'est forgée et depuis combien de temps n'est pas le sujet.

À ce sujet, j'ajouterai qu'il existe sans aucun doute un grand nombre d'Ukrainiens dont le sens de l'identité nationale n'est pas lié au nazisme. Il existe une tendance historique et actuelle au nazisme dans le nationalisme ukrainien, qui est bien trop tolérée par l'État ukrainien, c'est tout à fait vrai. Mais prétendre que tous les nationalistes ukrainiens sont des nazis est un non-sens.

La formation de l'identité nationale est une chose très curieuse. La Côte d'Ivoire vient de remporter la Coupe d'Afrique des Nations de football en battant le Nigeria en finale. Cette compétition suscite une grande ferveur patriotique sur tout le continent africain.

Mais les frontières de toutes les nations africaines, à l'exception sans doute de l'Éthiopie, sont des constructions coloniales entièrement artificielles. Elles traversent les frontières ethniques, culturelles et linguistiques.

Une grande partie du Ghana moderne appartenait à l'ancien royaume ashanti, mais celui-ci s'étendait bien au-delà de l'actuelle Côte d'Ivoire. Les régions côtières n'ont jamais été ashanties. À l'est, les terres du peuple Ewe sont traversées par une frontière totalement artificielle avec le Togo. Au nord, des populations majoritairement musulmanes observent un mode de vie beaucoup plus rural.

Pourtant, les Ghanéens sont farouchement fiers de cet État imposé qu'est le Ghana. Ils sont fiers que le Ghana ait été le premier État africain à accéder à l'indépendance, ils sont fiers du soutien qu'il a apporté aux mouvements de libération africains, notamment à l'ANC, ils sont fiers de son système éducatif. Ils ont un véritable sens de l'identité nationale qui va bien au-delà du soutien passionné de leurs équipes sportives.

L'identité ghanéenne est moderne, anhistorique, à l'intérieur de frontières entièrement coloniales. Mais elle est réelle et valable.

En Asie centrale, les frontières des "états" sont encore des frontières coloniales qui traversent de part en part les khanats préexistants. Les frontières de ces anciennes républiques soviétiques ont été soigneusement définies par Staline pour éviter toute cohésion ethnique ou culturelle, afin de se prémunir contre le développement d'une opposition nationale.

Ainsi, les plus grandes villes tadjikes, Bokhara et Samarkand, ne se trouvent pas au Tadjikistan, mais en Ouzbékistan.

L'Ouzbékistan présente d'importantes similitudes avec l'Ukraine. Dans les deux cas, il s'agit d'un État dont les frontières sont celles de républiques soviétiques sans lien avec un État ou une nation préexistante. Dans les deux cas - et il s'agit peut-être d'un héritage de l'autoritarisme soviétique - l'État a tenté de forcer l'identité nationale par l'homogénéité obligatoire.

Ainsi, la langue russe comme support d'enseignement a d'abord été interdite en Ouzbékistan, puis au Tadjikistan. L'Ukraine a également interdit la langue russe. Il ne s'agit bien sûr pas d'un comportement nouveau de la part des États, comme le savent bien les Écossais des Highlands.

Pourtant, même en Ouzbékistan, une identité nationale forte s'est créée, y compris parmi les Kazakhs, les Tadjiks, etc. qui y résident. L'alchimie par laquelle cela se produit est mystifiante ; elle semble en partie dépendre d'une loyauté naturelle à l'égard de toute autorité existante, un phénomène assez troublant.

En ce qui concerne l'Asie centrale, l'ouvrage d'Olivier Roy intitulé "*The New Central Asia, the Creation of Nations*" [*La nouvelle Asie centrale, la création des nations*] propose quelques réflexions sur la sociologie du processus.

Je suis conscient qu'il me faut lire davantage sur la création de l'identité nationale, car la plupart de mes réflexions sont basées sur de simples observations. Il est cependant tout à fait évident qu'une identité nationale peut apparaître, et être authentique, et ce en l'espace de quelques dizaines d'années seulement.

Il existe aujourd'hui une identité nationale ukrainienne, et ceux qui y adhèrent ont droit à leur État.

Qu'ils disposent d'un droit sur les anciennes frontières de l'Ukraine soviétique est une autre question. Compte tenu de l'évidence qu'une minorité significative de la population n'adhère pas à l'identité nationale ukrainienne, que la guerre civile a éclaté et que cette situation se rapporte à des lignes de fracture géographiques historiques, il semble que le découpage du territoire soit désormais non seulement inévitable, mais aussi souhaitable.

Toutes les personnes de bonne volonté devraient donc souhaiter la fin des combats et un accord de paix, dont les dispositions territoriales seraient proches des lignes de démarcation actuelles entre les forces en présence, la Russie rétrocédant certains territoires en échange de la reconnaissance de ses avancées.

L'alternative signifie davantage de morts, de misère humaine et de marasme économique.

Craig Murray

Article original en anglais : [Craig Murray: Mea Culpa on Ukraine](#), Consortium News, le 24 février 2024

Traduction : Spirit of Free Speech

*

Craig Murray est un auteur, diffuseur et militant des droits de l'homme. Il a été ambassadeur britannique en Ouzbékistan d'août 2002 à octobre 2004 et recteur de l'université de Dundee de 2007 à 2010.

La source originale de cet article est [Consortium News](#)

Copyright © [Craig Murray](#), [Consortium News](#), 2024

Articles Par : [Craig Murray](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca